

Comment concrétiser, cristalliser les rêves, les utopies, le « buen vivir » ?

Pedro Paez

Ancien ministre de l'Économie de l'Équateur et coordinateur de la « Banque du Sud »

Je vous remercie beaucoup pour votre invitation. Je crois que la question que vous avez soulevée dans ce colloque est très importante pour l'action politique. Au cœur de cette conjoncture longue que nous vivons maintenant, il y a un problème historique crucial : c'est celui du sujet historique, celui du pouvoir de l'individu et des collectifs, et donc de la lecture appropriée des processus que nous sommes en train de vivre, pour que l'action de chacun soit efficace.

Il ne s'agit, bien sûr, pas que d'une crise financière, mais d'une crise structurelle. Mais qu'entend-on par *crise structurelle*? La définition qu'on en donne a beaucoup de conséquences théoriques, mais aussi beaucoup de conséquences pragmatiques, pour l'action politique. Or, si on analyse pas à pas le mouvement des idées, des analyses ontologiques de la situation que l'on vit, on voit les limites des types de solutions proposées pour en sortir.

Pour moi, il est impossible de sortir de cette crise du capitalisme sans sortir du capitalisme en crise. Cela signifie qu'il n'y a pas beaucoup de possibilités pour ce système, pour ce mode de production, pour la structure du pouvoir en place, d'ouvrir la perspective d'un horizon de vie différent de cette dynamique de polarisation sociale, de conflits et de recul de civilisation. C'est un point crucial pour les forces démocratiques et pour la sauvegarde de l'humanité.

On peut se livrer à toutes sortes d'analyses et de débats sur la crise, et notamment adopter la position la plus simpliste qui ne voit dans cette crise qu'un problème de corruption et d'incompétence. Certes, il y a beaucoup d'incom-

pétence et de corruption, mais cela n'est pas à l'origine des réactions en chaîne dues à la concentration du pouvoir politique et médiatique et à la concentration du capital, qui ont toutes deux donné lieu à une hypertrophie parasitaire du système financier.

D'ailleurs, rien n'est entrepris en ce sens. Il y aurait seulement deux boucs émissaires : monsieur Madoff et monsieur Stanford, tandis qu'au cours de la crise des années 1980 aux États-Unis, qui était beaucoup moins grave que celle-ci, il y a eu 5 000 procédures pénales engagées, avec 1 200 convictions de tromperies avérées. Aujourd'hui, par exemple, seule la chaîne Bloomberg a publié une analyse très documentée des relations entre la *Bank of America*, la banque *Wachovia* et les réseaux de blanchiment d'argent. Et il n'y a eu qu'une simple sanction administrative pour les décisions prises par ces institutions, alors que, pour beaucoup de pays de la périphérie, ce serait un *casus belli*, la justification d'une intervention militaire, avec sanction morale et déploiement des forces militaires des États-Unis et de l'OTAN contre ces pays. C'est d'ailleurs un danger auquel le Tiers monde est confronté maintenant.

Et si on pouvait résoudre cette situation par des procédures pénales, on mettrait beaucoup de personnes en prison, mais cela ne mettrait pas fin à la situation de crise structurelle.

On peut donc approfondir l'analyse de la situation actuelle et y voir le résultat du fonctionnement d'une politique néolibérale et des processus de dérégulation financière. On peut dire que ce *mode de régulation* a échoué, que tout le discours néolibéral, toutes les institutions et combinaisons de politiques économiques relevant de ce mode de régulation, comme les doctrines théoriques et les recettes opérationnelles du néolibéralisme, sont en faillite.

Crise liée au régime d'accumulation

Mais si on peut changer de politique économique, réguler à nouveau et retourner au keynésianisme, cela ne changera pas le caractère structurel de la crise. On peut, bien sûr, injecter un peu d'oxygène dans l'économie, mais le surendettement et les déséquilibres macro-économiques vont s'approfondir. D'autant que rien n'est fait pour changer le néolibéralisme. Ainsi, nous sommes ici en Europe, une Europe cultivée, préparée aux compromis sociaux par sa trajectoire historique si douloureuse, des institutions démocratiques et des élections régulières, mais qui est sur le point de se trouver dans la même situation que l'Amérique latine au cours des trente dernières années, avec des pays coupés en deux par la polarisation sociale. Les politiques d'austérité qui ont été adoptées vont provoquer des crises budgétaires régulières qui appelleront des ajustements ultérieurs et un processus de latino-américanisation dans toute l'Europe. Et l'offensive s'étend à tous les pays. Ainsi le traité de libre-échange que l'Europe est en train de passer avec l'Amérique latine va déclencher un processus de radicalisation des conflits sociaux, comme en Afrique ! Tandis

que l'Organisation mondiale du commerce insiste pour conclure le Round de Doha avec toutes les mesures qu'il contient pour déréguler les marchés mais aussi pour empêcher tout retour à la régulation.

Quel type de politique keynésienne est dès lors possible ? La mutation de la consommation, que Stéphanie Treillet a repérée ? On peut reconnaître, bien sûr, quelques initiatives politiques prises en ce sens par le Centre, et plus spécialement dans les pays émergents, mais aussi dans les pays de la périphérie, avec, cependant, une efficacité différenciée qui reflète la situation d'asymétrie macro-économique et productive dans les pouvoirs de réaction de chacun. Mais cette mutation de la consommation n'est pas soutenable à long terme parce qu'il y aura des restrictions encore plus grandes dans la redistribution du revenu, au niveau national et au niveau international, et que l'organisation actuelle du crédit pose de gros problèmes d'insolvabilité. Il s'agit en fait d'un problème plus crucial, lié à la notion même de *régime d'accumulation*.

Les États-Unis peuvent réagir avec l'émission de trillions de dollars, de billions de dollars latins et mettre en œuvre un programme dont on peut discuter les objectifs et l'efficacité. Mais ce n'est pas le cas du reste du monde. Et cela ne signifie pas seulement un « *bail out* », se mettre hors-jeu au niveau financier, mais un changement complet des règles de libre-échange préconisées par l'Organisation mondiale du commerce, dans les traités de libre-échange, dans les traités bilatéraux d'investissement... partout. Il s'agit d'une nouvelle étape dans le fonctionnement des marchés et de la formation des prix au niveau planétaire.

Pour le reste du monde, la seule solution réside dans le changement de l'ensemble des structures productives de chaque pays ; mais ce changement est lui-même fonction de processus d'industrialisation qui se déplacent géographiquement et séquentiellement en formant des semi-périphéries et qui aggravent les problèmes de surproduction.

Quelle est alors la possibilité, dans ce contexte, d'une intervention étatique vraiment keynésienne ? Qu'est-ce qui est keynésien ? Il y a beaucoup de confusion dans ce regard. Dans l'absorption néoclassique du keynésianisme, on retrouve le piège de la liquidité qui est présent dans la théorie de Keynes. La majeure partie des interventions ont eu lieu dans le Centre pour injecter des liquidités dans les banques, accompagnées d'actifs toxiques. Mais il s'agit seulement d'une recette monétariste pour déplacer le moment et la définition finale de l'insolvabilité structurelle du système ; rien de keynésien là-dedans ! Et le résultat est nul car ce n'est pas un problème conjoncturel, ce n'est pas un problème de liquidités, c'est un problème de solvabilité structurelle.

Crise du mode de production dominant

Et on retrouve donc la question structurelle du régime d'accumulation. Le point nodal de la crise est dans le processus de travail, dominé par le proces-

sus d'accumulation du capital, par le processus de formation de profit au sein du *mode de production* dominant. Il s'agit de l'exigence, existentielle pour le capital financier international, d'un taux de rendement du capital—le ROE [*Return on Equity*—dont le niveau est insoutenable et bloque la majorité des projets productifs partout dans le monde, même ceux des entreprises moyennes. Les capitaux monopolistiques ont bloqué la possibilité de créer non seulement des emplois mais des unités de production capitalistes. Le capital financier a exproprié les capitalistes. Et une concentration et une centralisation du capital, du pouvoir économique, mais aussi du pouvoir politique au niveau mondial s'en sont suivies.

Comme Stéphanie [Treillet] l'a dit, la survie du capitalisme repose sur la monopolisation (et non sur la concurrence) et sur la hiérarchisation des taux de profits partout. Ce système a cessé d'être le système de l'initiative privée. C'est le système qui nous a privés de l'initiative ! Il y a des milliards de projets productifs portés par des personnes, des entreprises, des communautés, et qui ne peuvent pas être déployés parce qu'il n'y a aucune possibilité de passer les filtres des critères du capital financier international avec les délais de réalisation et les taux de profits demandés au niveau international. Et c'est cela, à savoir l'universalité de la hiérarchisation des taux de profit, qui a changé complètement les mécanismes essentiels de fonctionnement du système, reposant sur la cohérence dynamique entre la production et la consommation.

Ce n'est pas seulement un problème de distribution des revenus. Bien sûr, il faut réclamer une autre distribution des revenus au niveau politique et par la mobilisation populaire. Mais il y a aussi un problème de réduction structurelle de la part des profits dans la valeur ajoutée, pour contrecarrer des processus plus exacerbés de concentration et de centralisation du capital privé international. Il faudrait donc ouvrir des espaces pour des logiques économiques différentes du capital, qui entrent en concurrence avec les logiques existantes.

Crise du mode de vie

Et ce n'est pas suffisant ! Même si on peut dépasser le mode de production actuel—par exemple, par une intervention de l'État ou en faisant appel à un autre type de logique articulé sur l'économie solidaire, les coopératives, etc.—, la situation de la crise environnementale est là. Nous ne vivons pas seulement une crise du mode de production mais une crise du *mode de vie*, une crise de la relation entre la biosphère et la noosphère.

C'est une crise aussi de la possibilité pour la société de résoudre les conflits, et donc un problème lié au saut qualitatif de la démocratie, que nous affrontons maintenant. En effet, l'unique possibilité de définir une projection d'une humanité vers les premiers éléments de progrès que Wallerstein a mentionnés,

en lieu et place de l'autoritarisme et du recul de civilisation que nous connaissons aujourd'hui, réside dans l'accroissement des possibilités de réaction des personnes, des individus, des nations, des collectivités. Mais l'épuisement historique de la vigueur productive du capitalisme peut aussi être contrecarré—comme peut-être même le problème de la baisse tendancielle des taux de profits—par la guerre et/ou par la famine, qui constituent une arme de domestication politique des peuples. La présence britannique en Inde, comme en Irlande, en a été un exemple frappant.

Inventer de nouveaux outils économiques

Il faut donc donner plus de pouvoirs aux parlements, étendre la citoyenneté à tout le monde et prendre beaucoup d'autres initiatives démocratiques. Mais l'asymétrie macro-économique actuelle est un des instruments fondamentaux du renouvellement de l'hégémonie internationale. Il ne faudrait pas l'oublier. C'est pourquoi, en Amérique latine, nous sommes en train d'élaborer une nouvelle architecture financière, un instrument indispensable à destination de ceux qui veulent des changements de pouvoir, acquérir la possibilité de contrecarrer le pouvoir du capital financier. Pour cela il faut briser le monopole international de la liquidité qui est détenu par le dollar, par l'émission de droits de tirage spéciaux au niveau international sans aucune conditionnalité, et par la création d'une monnaie commune régionale complémentaire—et non exclusive—comme le *Sucre*. C'est une alternative à la restriction néolibérale imposée à toute l'Europe. Cela peut changer complètement la nature de la monnaie, en faire un véhicule de la reconnaissance du travail dans la création de la richesse et de la réhabilitation de la valeur d'usage, en lieu et place de son utilisation comme mécanisme de concentration des pouvoirs et des richesses, de spoliation, d'exploitation, d'aliénation de la société.

C'est aussi la possibilité d'ouvrir un autre type de crédit—des crédits souverains—pour servir les besoins massifs de la population, avec la création du Fonds de solidarité de développement social que Francis Wurtz a proposée pour l'Europe, et ce que nous avons proposé à l'Amérique latine, à savoir la Banque du Sud—*el Banco del Sur*. Avec d'autres priorités, à savoir : la souveraineté alimentaire, la souveraineté en matière de politique de santé publique, la souveraineté énergétique, la souveraineté dans la production des connaissances. C'est la possibilité de financer une économie solidaire, avec une rationalité différente de celle du capitalisme, la possibilité de déployer un autre type d'infrastructures physiques comme, par exemple, un réseau de trains par tout le continent, une organisation sociale de l'espace différente de celle que le capital a imposée à notre géographie... Tout cela va changer les conditions d'un retour à une cohérence dynamique au niveau régional entre production et consommation et, ce qui est fondamental, permettre l'implication des tra-

vailleurs au niveau régional dans la construction d'une alternative au système monétaire international.

L'alternative régionale au Fonds monétaire international constitue le troisième pilier. Les attaques spéculatives sont en effet un des principaux instruments pour contrecarrer l'action des forces politiques progressistes. Vous avez vécu cela l'année dernière ! Ce sont les marchés financiers et non les facteurs « techniques », qui ont provoqué les attaques spéculatives. Vous avez partout des attaques spéculatives des *hedge funds*... des spéculateurs. Pourtant, techniquement, il est possible de défendre les différentes régions du monde et, dans le même temps, de changer le mode de production, le processus du travail... en s'opposant à la logique spoliatrice du capital spéculatif mondial. Les options sont multiples. Nous pourrions en débattre. Mais les outils sont là. Or, pour que les forces démocratiques prennent l'initiative, changent le mode de production actuel, il est fondamental d'avoir un programme d'actions concrètes, dès maintenant !

Le recul de civilisation actuel est dû à ce que le type bourgeois de conquêtes de civilisation, que Marx et Engels ont loué dans le *Manifeste communiste*, n'est pas utile aujourd'hui au capital, au pouvoir. Les valeurs républicaines telles que la liberté, l'initiative individuelle, la démocratie, ne sont défendues réellement que par la gauche. Seule la gauche peut objectivement provoquer un changement de société progressiste, dans ce moment de bifurcation historique que nous connaissons actuellement. Les aspirations à l'émancipation du travail et à un nouveau type de rapport entre l'homme et la nature, c'est beaucoup d'utopie, mais cela correspond à la vision andine, bolivienne du changement de mode de vie, du « vivre bien », comme à la conception équatorienne d'un mode de vie en « plénitude ». Toutes deux dépassent la vision économiciste et consumériste du développement. Le problème c'est comment concrétiser, cristalliser ces rêves, ces utopies ? Wallerstein l'a dit : lorsqu'on n'affronte pas une crise structurelle du système, d'énormes investissements en énergie politique et sociale vont produire peu de résultats... mais dans les temps de crise structurelle, une action sur les points névralgiques du système peut provoquer un changement fondamental.

Affronter idéologiquement la « rationalité » des paradigmes dominants

Quels sont ces points névralgiques aujourd'hui ? Où est la baguette magique, détenue par l'oligarchie financière internationale et qu'il faut saisir ? Là est la question. Parce que les déséquilibres macro-économiques ne sont que des diversions des économistes ; ce sont des problèmes pour les peuples naturellement, mais des structures de pouvoir profitent de ces situations, comme du déficit commercial des États-Unis qui finance l'extension de conflits armés par la première puissance mondiale. De même les crises financières jouent

un rôle déterminant comme éléments structurants du rapport de force dans le cadre du néolibéralisme. Le Fonds monétaire international a constitué un répertoire des 267 crises financières intervenues de par le monde. À chaque fois, elles ont été l'instrument du pouvoir financier international pour changer le rapport de force entre pays et entre différentes régions du monde.

On doit donc aussi affronter idéologiquement la rationalité et la « raisonabilité » des paradigmes dominants, et notamment des données macro-économiques. La crise, ce n'est pas seulement en effet une impasse dans la production de biens et des services. C'est aussi une impasse dans la production de sens ! C'est aussi une crise de légitimité ! Or tout le monde a intériorisé la rationalité du pouvoir, les impératifs de la hiérarchie financière internationale. Aujourd'hui, par exemple, il serait possible, en prenant des mesures de politique monétaire adéquates, de faire une politique de plein-emploi, en s'appuyant sur les réformes structurelles adoptées dans chaque région du monde. Ainsi une accréditation de droits de tirage spéciaux, dans chaque banque centrale, y compris au niveau européen, permet d'emprunter à un coût financier de 0,25% ou moins, alors que les taux d'intérêt sur les marchés financiers atteignent 8 à 10% et que les emprunts sont soumis à la tyrannie des institutions financières. De même, beaucoup de réformes de la fiscalité sont possibles pour revenir à l'équilibre budgétaire par des impôts sur les transactions financières, des taux d'imposition supérieurs pour les plus riches, et des instruments plus sophistiqués peuvent être mis en place pour éviter en parallèle des bulles spéculatives dans l'immobilier.

Toutefois il semble aller de soi qu'on ne peut pas le faire, parce que si on changeait la progressivité de l'impôt sur la rente et les revenus, cela provoquerait une fuite de capitaux vers les paradis fiscaux qui, comme Jean Ziegler l'a dit, gèrent 30% de PIB mondial. De même on ne saurait évoquer un contrôle du capital parce que c'est tabou : on risquerait une fuite des capitaux au niveau national. Il faudrait des mesures planétaires !

Il est donc urgent de lancer un débat académique, professionnel, théorique, très sérieux, très rigoureux sur les solutions, et de démontrer l'efficacité de l'initiative des forces progressistes. La rébellion et la frustration que la crise et le chômage ont produites ne touchent pas nécessairement que les progressistes. On devrait profiter de cette possibilité de large rassemblement et prendre la responsabilité de construire l'alternative.

Au cours de la discussion, Pedro Paez a insisté à propos de l'Équateur :

Je peux vous assurer que, malheureusement, la question pétrolière n'était pas à l'origine du conflit entre les organisations indigènes et le gouvernement de l'Équateur. Je le regrette parce que l'objet de la discussion de cet après-midi, c'est précisément l'écart entre les conflits de classe et les autres types

de luttes, de gestion symbolique identitaire, menés respectivement par les marxistes et les organisations indigènes en Équateur.

Il y a un péril, plus grave en Équateur que dans le reste de l'Amérique latine, c'est la manipulation de quelques revendications très justes. Parce que, si la population ici en Europe est tout à coup plongée dans une crise pérenne, que dire de la population indigène en Amérique latine? Ce sont cinq siècles de colère, cinq siècles de frustration, cinq siècles d'exclusion et de discrimination. C'est là qu'est le problème et cela détermine les limites de la démocratie normale et de l'égalité normale quand on a une matrice historique, pas seulement de dépendance mais d'exclusion, d'exploitation militaire, de colonialisme militaire, et de racisme. Et le problème est très complexe. Il ne recouvre pas seulement les problèmes économiques, politiques, sociologiques et historiques mais engage aussi des problèmes psychologiques, de psychologie des masses. Je crois qu'il faudrait travailler sur ce type de ligne épistémologique, mais aussi d'action politique.

Il faudrait aussi être très très mature politiquement, en Amérique latine, et avoir le soutien solidaire du reste du monde, pour garder les proportions. Un coup d'État en Équateur, ou dans n'importe quel pays démocratique en Amérique latine, ne s'apparenterait pas à une avancée vers la démocratie, le socialisme, l'égalité, l'opportunité, le pouvoir pour le peuple, la liberté individuelle, mais à un retour des forces militaires et impérialistes. Et le problème ne s'arrête pas là. Il faut prendre en compte tout le temps les conditions et les limites historiques du processus en cours en Amérique latine. Nous sommes issus de trente années de démantèlement, un démantèlement non seulement de l'appareil productif, de l'industrialisation de l'Amérique latine, mais aussi de trente années de démantèlement des institutions. Pas seulement des institutions «démocratiques», avec toute l'illusion que l'adjectif démocratique comporte, mais aussi des institutions permettant l'exercice réel de la souveraineté nationale. Et ça, c'est précisément une des priorités des gouvernements progressistes, en dehors des objectifs sociaux que de récupérer quelques mécanismes d'action réels qui ont été complètement détruits en Amérique latine. La dollarisation de l'Équateur en est un des exemples les plus extrêmes.